



Communiqué du 18 juin 2018.

Pour respirer, les vallées alpines ont besoin de report vers le rail dès aujourd'hui

Les vallées alpines souffrent d'une forte pollution de l'air, alors que les capacités ferroviaires existantes pour la traversée des Alpes françaises par les marchandises sont sous-exploitées.

Le lobby pro Lyon Turin continue de promouvoir la solution du projet de nouvelle liaison ferroviaire Lyon Turin, pour un budget total de 26 milliards d'euros et une échéance à 30 ans, alors que la voie ferrée existante rénovée dispose de **grandes réserves de capacités utilisables immédiatement pour le fret**.

Dans son rapport de février 2018 relatif aux accès au tunnel de base, le Conseil d'Orientation des Infrastructures, considérait que « *la démonstration n'a pas été faite de l'urgence d'engager ces aménagements dont les caractéristiques socio-économiques apparaissent à ce stade clairement défavorables* », confortant ainsi les conclusions des grandes administrations de l'État (Conseil Général des Ponts et Chaussées depuis 1998, Inspection Général des Finances depuis 2003 et Cour des Comptes depuis 2009).

De plus, concernant les accès à ce tunnel de base, l'Italie a annoncé, en novembre 2017, la fin de la Nouvelle Liaison transformée en aménagement de la voie existante. En France, greffer une nouvelle infrastructure sur le réseau actuel, débouchant sur le nœud ferroviaire lyonnais aggraverait une situation déjà très fragile.

À l'encontre des conclusions du Conseil d'Orientation des Infrastructures, des élus de la région Auvergne Rhône Alpes ont pourtant affirmé leur souhait de voir la Loi d'Orientation des Mobilités confirmer les accès au tunnel de base malgré les fortes contraintes budgétaires en argumentant notamment les supposées qualités environnementales de ce projet.

Les associations dédiées à la protection de l'environnement et donc à l'amélioration de la qualité de l'air de nos vallées affirment au contraire que la création d'une nouvelle ligne ferroviaire n'est pas pertinente aujourd'hui et qu'elle ne répond en rien à l'urgence de santé publique actuelle.

Lancer le grand projet Lyon-Turin serait aujourd'hui une erreur politique, une faute économique et environnementale.

Concernant la section transfrontalière et son tunnel de base, la Ministre des transports Elisabeth Borne confirmait, le 31 mars devant le Sénat, l'absence du financement et actait que les 23 km percés à ce jour sont des « *travaux de reconnaissance* » et que les travaux définitifs n'ont pas commencé. **Il est donc grand temps d'arrêter les frais et de miser sur les solutions de report vers le rail, existantes et crédibles.**

Dans le cadre de la « Relance du fret ferroviaire » annoncé par le Premier ministre le 16 avril dernier, nous exigeons une meilleure utilisation de la ligne existante pour la traversée des Alpes, rénovée en 2012 mais seulement utilisée à 20 % de ses capacités.

3 millions de tonnes de marchandises transitent chaque année par le rail, alors que les capacités de la ligne existante sont de 15 millions de tonnes par an. Il est donc possible et souhaitable pour la qualité de l'air des vallées alpines de faire une meilleure utilisation de ce potentiel sans plus tarder. La vallée de l'Arve fait partie des 12 zones pour lesquelles la France va être poursuivie par la Cour de justice européenne pour dépassement des normes européennes pour le dioxyde d'azote, un polluant émis à 70% par le transport routier dans cette vallée d'accès au tunnel du Mont-Blanc.

Contact presse : Philippe Delhomme - 06 87 36 15 93 - Vivre et Agir en Maurienne

Associations signataires :

FRAPNA, Amis de la Terre, Vivre et Agir en Maurienne, ARSMB, Inspire